

# Quel patriotisme économique développer ?

Eric DELBECQUE<sup>1</sup>

---

## *Quelle richesse des nations ?*

La mondialisation voue-t-elle les nations à la paupérisation ? N'existe-t-il désormais que des entreprises ou des individus prospères ? Les collectivités humaines constitueraient-elles des communautés de destin factices auxquelles nos élites feraient semblant de croire alors même qu'elles seraient convaincues que l'intérêt national en économie n'a tout plus aucun sens ? La réponse est non. Le capitalisme contemporain ne vaporise pas *de facto* les richesses nations...

La notion même de patriotisme économique ne paraît pas donc pas infondée. On comprend bien en revanche que les mots employés et leur charge historique et émotionnelle tendent à obscurcir le débat parce qu'ils mobilisent des préjugés, des peurs ou des idéologies, et non pas des raisonnements.

Au passage, il faut traiter quelques questions d'importance. Car il ne s'agit pas simplement de savoir si le capitalisme financier, le libre-échange et le dynamisme des pays émergents s'avèrent compatibles avec la survie industrielle des nations européennes et leur cohésion sociale. Il s'agit de conquérir des marchés, d'innover, de se développer !

On se tromperait lourdement en limitant le patriotisme économique à l'adoption d'une posture défensive. C'est bien là le message clef : il vise à bâtir une « marque France », un storytelling national de l'excellence, et doit s'appuyer sur des investissements d'avenir capables de favoriser la compétitivité de nos territoires et de leurs acteurs industriels. Quant à l'Europe, elle s'impose comme un espace d'innovation et d'expansion commerciale qui ne doit pas se réduire à l'inflation d'un maquis réglementaire.

Encore faut-il en finir avec un cloisonnement artificiel et toxique entre sphère publique et secteur privé. L'Europe en général et la France en particulier ne peuvent renouer avec la croissance et l'emploi, et bâtir une authentique politique industrielle, une stratégie de compétitivité et d'intelligence économique territoriale, qu'en réinvestissant l'idée de nation entendue comme une chaîne de solidarité public/privé, en concevant qu'elle demeure un horizon légitime et compatible avec la coopération internationale et l'Union européenne.

## *Que font les autres ?*

### Les Etats-Unis

Nombreux sont les pays qui ne partagent pas nos hésitations en matière de promotion du patriotisme économique. Le gouvernement des Etats-Unis ne transige pas avec les intérêts nationaux... Pour ces derniers, il existe bel et bien une logique de « guerre économique »<sup>2</sup> : il faut conquérir des marchés et préserver des secteurs stratégiques ! Dynamique qui s'inscrit tout à la fois dans une exigence de sécurité

---

<sup>1</sup> Expert en intelligence économique, Président d'honneur de l'ACSE (Association pour la compétitivité et la sécurité économique). Auteur de *Quel patriotisme économique ?* (PUF).

<sup>2</sup> Cf. DELBECQUE Eric & HARBULOT Christian. *La guerre économique* (PUF).

nationale et une ambition de développement industriel et commercial (dont on ne peut pas briser l'interdépendance).

Illustrons le propos. Les américains procédèrent dès 1991 à une très forte ré-articulation des industries de défense. De ces restructurations émergèrent quatre groupes. Outre le soutien inconditionnel de l'Etat pour faciliter activement leur rapprochement, ces géants de la défense bénéficient des commandes publiques du plus grand marché mondial de défense. Les crédits octroyés pour le développement de nouveaux programmes atteignent des montants impressionnants. Cette stratégie d'investissements publics permet aux entreprises de défense d'Outre-Atlantique de lancer d'ambitieux programmes de R&D favorisant le développement des compétences, le maintien des connaissances et l'acquisition de savoirs rares.

Cette stratégie fut poursuivie durant la présidence Clinton. Celui-ci indiquait que son gouvernement avait pour objectif de développer un partenariat public/privé afin de capter plus aisément les opportunités d'affaires commerciales à l'échelle mondiale.

Ce partenariat Etat/entreprises ne concerne pas que la sécurité nationale ; il s'étend aux PME-PMI dans le cadre de la *Small Business Administration* (dont la particularité consiste à favoriser le développement des petites et moyennes entreprises en leur facilitant l'accès aux marchés publics et en leur octroyant des crédits de développement sous forme de prêts).

Notons également que les Etats-Unis assurent la protection des entreprises stratégiques par la mise en œuvre d'un dispositif de contrôle très sophistiqué des investissements étrangers : la section 5021 de l'*Omnibus Trade and Competitiveness Act*, adoptée en 1988, plus connu sous le nom d'*Exon Florio Amendment*. Cette disposition donne au Président des Etats-Unis la possibilité de suspendre, voire de bloquer définitivement, tout projet de prise de contrôle par des intérêts étrangers menaçant directement ou indirectement la sécurité nationale. Si les Etats-Unis affiche un libéralisme volontariste, les pouvoirs publics américains se montrent interventionnistes dès lors qu'il s'agit de protéger les technologies de souveraineté et de faciliter l'expansion des entreprises nationales sur la scène économique mondiale.

## La Chine

En Chine, la même vision des choses prévaut. Après avoir initié et conduit la recherche nationale en ouvrant des centres de recherche publics, l'État chinois a favorisé l'essor de la recherche privée : parcs technologiques ou *clusters*, incubateurs, etc. Certes, on trouve très souvent une personne de droit public comme actionnaire dans les entreprises... La coopération entre la recherche publique et les entreprises s'est largement creusée : financement des recherches universitaires par les grands groupes, utilisation par le secteur privé des brevets déposés dans le monde académique, etc. En outre, à grands coups de subventions et de mesures incitatives, Pékin soutient des secteurs considérés comme stratégiques. En véritable pilote, l'État chinois oriente le développement économique et soutient activement ses entreprises.

De nombreux analystes estiment que la libéralisation a connu un coup de frein ; ils soulignent désormais le contrôle exercé par les sociétés d'État sur d'importants secteurs de l'industrie, et sur l'existence de sévères restrictions pour les étrangers. Le gouvernement possède quasiment toutes les banques chinoises, les trois premiers groupes pétroliers, des entreprises de télécommunication et les principaux médias. La stratégie chinoise repose donc essentiellement sur des politiques de soutien aux entreprises publiques et autres géants nationaux dans leur quête d'innovation, et sur un contrôle des

taux de change destiné à favoriser les exportations. L'État chinois, via son emprise sur les banques, facilite l'accès au crédit des industries qu'il souhaite encourager.

Grâce à ces investissements massifs, l'Empire du Milieu monte en puissance dans les énergies nouvelles, les biotechnologies, les voitures à propulsion alternative, les technologies de l'information de nouvelle génération, les produits manufacturés haut de gamme, les matériaux de pointe, ainsi que dans les technologies vertes. Suite à cette mobilisation au service du développement de l'innovation chinoise, des champions nationaux ont vu le jour. Les géants chinois œuvrent dans les secteurs de l'aéronautique (Avic), de l'énergie (Petrochina, Sinopec ou encore Suntech, spécialisé dans le photovoltaïque), des travaux publics (China Railway Group et China Railway Construction), des biens d'équipement pour la production d'électricité (Dongfang, Harbin ou Shanghai Electric) et pour le matériel de transport ferroviaire (CSR et CNR), du transport maritime (Cosco), de la chimie (Sinochem), de la sidérurgie (Baosteel), ou encore des télécommunications (Huawei et ZTE). Des groupes chinois ont su également s'imposer à l'international dans le domaine de la grande consommation : l'électroménager (avec Haier) ou la micro-informatique (Lenovo grâce au rachat d'activités d'IBM).

Quant aux « offensives » économiques chinoises, elles sont visibles. En juin 2010, la Chine a conclu 14 contrats avec la Grèce, visant par exemple le renforcement de la présence de l'entreprise Cosco dans le pays. Depuis 2009, Cosco détient déjà la moitié du port du Pirée. En mettant la main sur ces divers canaux de transport, les Chinois envisagent sans nul doute de construire une position stratégique en Europe ; celle-ci leur permettrait d'accéder non seulement au marché européen mais également à celui d'Afrique du Nord.

Le gouvernement chinois semble plus réservé vis-à-vis de la participation étrangère à son propre développement. Aucun secteur n'est monopolisé par les investissements étrangers. Au moment de son adhésion à l'OMC, les opérations d'acquisition étaient rares, les investissements étrangers en Chine prenaient principalement la forme de *greenfield joint-venture*. Malgré l'établissement de mesures provisoires en 2003, le cadre juridique entourant les quelques acquisitions est resté flou jusqu'en 2006, lorsque les mesures transitoires ont été remplacées par les « Règles M&A de 2006 ». Ce texte, publié le 8 août 2006 et modifié le 22 juin 2009, régit les acquisitions de sociétés chinoises par des entreprises étrangères. Cette réglementation constitue notamment un véritable dispositif de contrôle des investissements.

Les projets d'investissements étrangers doivent être examinés et approuvés par les autorités compétentes aux niveaux national et provincial, à savoir le *Ministry of Commerce People's Republic of China* (MOFCOM), la *National Development and Reform Commission* (NDRC) et leurs représentants locaux ou bien l'Administration de l'industrie et du commerce (AIC). La répartition des compétences entre ces différentes autorités se fait en fonction du montant total d'investissement et de la classification de l'activité établie par le Catalogue d'orientation des investissements étrangers. Les investissements étrangers en Chine sont rangés en quatre catégories : encouragés, autorisés, restreints ou interdits<sup>3</sup>.

---

<sup>3</sup> Les projets d'investissement étrangers encouragés sont les projets visant à élaborer de nouvelles technologies agricoles et à développer l'agriculture, ou visant à développer la production d'énergie, les transports ou la production de matières premières importantes ; les projets de haute technologie ou de technologies nouvelles destinées à améliorer la qualité des produits, à accroître l'efficacité ou à produire de nouvelles matières ou de nouveaux matériels qui ne peuvent être produits dans le pays ; les projets contribuant à satisfaire la demande du marché intérieur et des marchés d'exportation ; les projets adoptant des technologies ou des équipements nouveaux afin d'économiser l'énergie et les matières premières ; et les projets faisant une utilisation intégrale des ressources humaines et naturelles dans les régions centrale et occidentale de la Chine.

## ***Que faire en France ? Ce qu'est le patriotisme économique et ce qu'il n'est pas...***

C'est dans un esprit orienté vers le développement, la croissance et l'emploi qu'il faut construire un patriotisme économique. Quel doit être son objectif ? Mettre en œuvre un dispositif de régulation et d'encouragement de l'activité économique qui permette *d'assurer à la nation des retombées positives du développement des entreprises en termes de croissance et d'emploi*, ainsi que de *conserver sur le sol national des centres de décision majeurs et de garantir la maîtrise d'activités et d'entreprises sensibles indispensables à la préservation de la capacité de décision de l'Etat*.

L'ensemble de ces ambitions devant s'enraciner dans le dessein de proportionner les mesures prises à la réciprocité de l'ouverture commerciale et financière des autres nations.

Mais il importe parallèlement de comprendre qu'un tel dispositif ne peut s'articuler sur le syndrome de la citadelle assiégée. Ce qui implique deux choses. Premièrement, *qu'il ne s'agit aucunement de prendre des mesures d'interdiction, de blocages des flux* (de marchandises, de capitaux) : *ni le protectionnisme, ni la limitation rigide de l'investissement ne constituent des options envisageables et sérieuses*. Les échanges de produits et le placement des capitaux doivent en revanche obéir à des règles de *réciprocité* permettant *une lutte commerciale à armes égales*. Deuxièmement, il faut se souvenir à chaque instant que *la meilleure défense c'est l'attaque...* Préserver la sécurité du périmètre économique stratégique, répondre intelligemment aux délocalisations ou à la désindustrialisation de certaines régions, favoriser la croissance et l'emploi (donc la vitalité des territoires), c'est avant tout mettre en place *une culture de l'innovation, de la compétitivité et de l'attractivité* (adossée à des mesures politiques fortes) et *une coopération public/privée* renforcée, en vue de *la conquête de marchés à l'international*.

### ***Innover et anticiper : des objectifs vitaux !***

Dans des sociétés caractérisées dorénavant par la vitesse et le mouvement, toute suprématie apparaît temporaire et relative. L'opérateur de la destruction créatrice chère à Schumpeter est précisément l'innovation : la faire naître autorise le développement dans un contexte capitaliste mondial darwinien, c'est-à-dire dans une logique où survit le plus adapté.

---

Les projets d'investissements étrangers autorisés sont ceux qui ne sont pas listés dans les trois autres catégories. Les projets d'investissements étrangers restreints sont ceux qui impliquent des technologies dépassées, qui ne favorisent pas la conservation des ressources ni la protection de l'environnement, qui utilisent des ressources protégées par des lois ou des règlements, ou encore qui « doivent faire l'objet d'une ouverture progressive ».

Les investissements étrangers prohibés sont ceux qui mettent en danger la sûreté de l'État ou qui sont préjudiciables aux intérêts de la société et du public, ceux qui occupent de vastes superficies de terres arables ou ne favorisent pas la protection et la mise en valeur des ressources foncières, ceux qui constituent un danger pour la sécurité et les performances des installations militaires, ceux qui utilisent les technologies ou l'artisanat chinois pour fabriquer des produits, et ceux qui sont régis par les lois et règlements administratifs de l'État.

Les dernières mesures annoncées visent à encourager certains investissements étrangers, comme les investissements dans les secteurs d'industrie de pointe, par exemple, et à simplifier les procédures de contrôle des projets d'investissements étrangers. Lorsque, dans certains secteurs, « les investissements portent sur des actifs immobilisés ou lorsque le projet peut avoir des conséquences d'un point de vue macro-économique, ou dans un but de sauvegarde de l'intérêt public », la NDRC effectue un contrôle spécifique.

Quel que soit le jugement de valeur que l'on porte sur cet état de fait, il faut prendre conscience qu'échouer à innover, c'est se condamner à disparaître puisque le consommateur réclame toujours plus, désire de la nouveauté et se lasse de plus en plus rapidement de produits dont le cycle de vie s'est considérablement raccourci en trois décennies.

Dans l'univers des Trente Glorieuses, il n'importait pas véritablement d'être le meilleur, d'anticiper, de toujours conserver un coup d'avance, en résumé d'innover, puisque les acteurs de chaque nation n'affrontaient pas directement la concurrence étrangère (laquelle était de surcroît limité par l'isolement du monde communiste du reste de la société internationale). L'intensité de la pression des quelques rivaux nationaux était du même coup réduite puisque chacun pouvait coexister avec les autres sur le territoire national tout en réalisant d'appréciables profits, dans le cadre d'un système productif ignorant les dures « lois » du capitalisme financier.

La mondialisation, c'est-à-dire l'internationalisation des échanges, l'ouverture des frontières, la dérégulation des marchés financiers et l'émergence de nouveaux acteurs dans le jeu du commerce mondial (notamment la Chine et l'Inde) a développé de manière hyperbolique la concurrence internationale. Aujourd'hui, il n'est donc plus question de se développer sans innover...

Quant à la collaboration public/privé, elle doit se construire autour de la montée en puissance d'une culture de la conquête de marchés partagée par les décideurs publics et privés : celle de l'intelligence économique. Sa définition est simple : elle consiste en la maîtrise et la protection de l'information stratégique utile aux acteurs économiques. C'est une politique de compétitivité et de sécurité économique. Elle se décompose en actions de veille (sur les forces concurrentielles chères à Porter), en dispositifs de sécurisation (des actifs et de l'information stratégique) et en opérations d'influence (dans les espaces nationaux et internationaux de la décision, dans les enceintes internationales productrices de normes, auprès des leaders d'opinion). Ses enjeux sont encore plus simples et cruciaux : ce sont la croissance, l'emploi, la vitalité de nos territoires et la sécurité nationale et européenne. Elle impose une révolution intellectuelle et culturelle à toutes les élites.

### *Le patriotisme économique : une formule qui fait peur ?*

Pourquoi cette idée finalement banale provoque autant d'oppositions et de moqueries ? En effet, elle est à la fois dénoncée comme un archaïsme et une absurdité, voire une obscénité, c'est-à-dire une déviance, un scandale. Sa critique semble relever tout autant de la morale que de l'expertise.

Commençons par la seconde, c'est la plus facile à abattre. Le patriotisme économique serait donc économiquement toxique. Symbole utile de protectionnisme, il témoignerait du refus français de la mondialisation. Prétendre réguler les investissements étrangers dans des secteurs stratégiques ou sensibles reviendrait à entraver le fonctionnement naturel et sain du capitalisme. D'où les reproches adressés par différents « libéraux » au décret de 2005 élargi par Manuel Valls et Arnaud Montebourg à l'occasion du rapprochement entre General Electric et Alstom.

Pourquoi tant d'émotion ? N'est-il pas légitime que l'Etat français dispose d'outils de négociation pour obtenir des engagements du géant américain en matière d'emploi et d'indépendance nationale (dans le cadre d'un dossier complexe où l'Etat doit quasiment inventer en temps réel son rôle de stratège/partenaire) ? Evidemment oui (ce qui ne nous dispense pas, bien évidemment, d'une réflexion sérieuse sur les conditions de notre compétitivité et la formulation d'un récit économique français : voir le rapport Gallois

sur le sujet, le thème des pôles de compétitivité et des chantiers d'avenir, ou le débat sur la « marque France »).

En tout état de cause, l'idéologie est toujours l'ennemie ! Dans chaque dossier, il convient de considérer ces investissements selon nos intérêts stratégiques nationaux (notamment politiques et industriels, y compris pour ce qui relève des transferts de technologies), dans le but d'éviter les phénomènes de dépendance multiples, et en évaluant leurs conséquences (gains ou pertes) en termes d'emplois. Cela n'a donc aucun sens d'être « pour » ou « contre » par principe : c'est au cas par cas qu'il faut construire l'appréciation des entrées au capital d'une entreprise ou celle d'une prise de contrôle. La réciprocité avec les pays concernés s'impose également comme une donnée majeure du problème. Ces informations une fois connues, on peut agir raisonnablement, en s'écartant symétriquement du protectionnisme stérile (de surcroît vain) et du laisser-faire naïf et destructeur.

Les intérêts français apparaissent tout aussi légitimes que ceux des actionnaires de General Electric. Trouver un terrain d'entente semble tout à fait raisonnable. Rappelons l'évidence, une fois de plus : il ne s'agit pas de prétendre que les investissements étrangers s'avèrent, par nature, problématiques, voire dangereux. L'affaire de l'aéroport de Toulouse constitue pour le coup un cas d'école. De ceux qui dénoncent la privatisation du patrimoine économique national à ceux qui s'extasient devant la dynamique naturelle et bienfaisante de la mondialisation, peu de raisonnements savent convaincre, et peu de véritables démonstrations (articulées sur des données) émergent.

On aimerait bien sûr que la France puisse disposer de capitaux nationaux plus abondants ou d'offres locales plus généreuses dans certains dossiers, mais il faut tenir compte des réalités ! De ce fait, ce qui doit nous guider au final, c'est l'élaboration d'une grille des intérêts français, à commencer par la vitalité de nos territoires, l'emploi et la minimisation des dépendances stratégiques ! C'est le seul chemin pour juger du caractère désirable ou non d'un investissement étranger. Tout cela devant se réaliser dans le cadre d'un dialogue fructueux entre l'expertise publique et privée, ainsi que celle des partenaires sociaux.

### *La nationalité des entreprises ou l'argument paresseux...*

Et que l'on nous préserve de l'argument paresseux consistant à nier la nationalité des entreprises... Certes, déterminer la nationalité d'une entreprise se révèle beaucoup moins simple depuis une vingtaine d'années : la fixer à partir de la localisation du siège social s'avère une approche réductrice. D'autres repères furent proposés par le Commissariat Général du Plan dans un rapport stimulant<sup>4</sup>. Leur croisement permet ainsi de donner une réponse argumentée à la question de la nationalité des entreprises. La grille de critères permettant de la définir faisait ainsi apparaître cinq paramètres essentiels :

1. La structuration financière (identité des détenteurs du capital).
2. La territorialité des activités.
3. La géographie des activités de recherche et d'innovation.
4. L'origine nationale de la culture d'entreprise (nationalité du management).
5. L'environnement institutionnel.

---

<sup>4</sup> Commissariat Général du Plan. *La nouvelle nationalité de l'entreprise*. Rapport du groupe présidé par Jean-François Bigay. Paris, La Documentation française, 1999.

Cependant, leur analyse peut se révéler effectivement insuffisante face à la complexité du montage juridique et financier de certaines entreprises. Dans ces cas particuliers, la détermination de l'origine nationale des principaux actionnaires (notons à ce propos que l'actionnariat familial est facteur d'enracinement national), des mandataires ou des managers jouant le rôle leader dans la conception et la mise en œuvre de la stratégie, ainsi que l'analyse de leur parcours professionnel et l'évaluation de leurs décisions stratégiques antérieures, fournissent des éléments d'appréciation cruciaux. Actuellement, ce qui apparaît toutefois décisif, c'est la **localisation du centre de décision principal** d'une société. Il en découle une stratégie spécifique de l'entreprise à l'égard de la nation qui accueille ce centre de décision.

D'ailleurs, il faut aujourd'hui préciser cette dernière notion car avec l'affaiblissement de la structure pyramidale unique de décision sur un même site, et bien qu'elle demeure assez facile d'accès intuitivement, la notion de « centre de décision » s'entoure d'un certain flou dès que l'on tente d'en cerner précisément les contours. La fragmentation des processus décisionnels aboutit à de multiples nœuds d'impulsion forte fonctionnant désormais en réseau selon des principes souples de hiérarchisation et de spécialisation. On a dès lors à traiter avec un quartier général mondial, des centres de décision régionaux, des centres de décision subrégionaux, des centres de coordination ou de décision spécialisés par produit, des centres administratifs spécialisés... L'existence de directions « nomades », la distinction entre siège social (siège statutaire « officiel »), siège social réel et centre de décision, ou la multiplicité des situations causée par les spécificités des secteurs d'activités et des groupes, achèvent de compliquer la question.

Par conséquent, « la notion de « centre de gravité » (barycentre), notamment mise en avant en 2000, dans le rapport *L'entreprise et l'hexagone* de l'inspection générale des finances, paraît de fait davantage exploitable. [...] Il s'agit de définir le « cœur décisionnel » et l'ancrage national des entreprises en se fondant sur une méthode de faisceau d'indices, qui détaille des éléments aussi divers que la nationalité des états-majors, le droit gouvernant le contrat de société, la répartition géographique des différents centres de décision et des centres de recherche, les implantations industrielles lourdes, le poids relatif dans le chiffre d'affaires des marchés régionaux où intervient l'entreprise, la composition régionale de l'actionnariat, etc. »<sup>5</sup>. Seule cette méthode multicritère du faisceau d'indices permet en effet d'être efficace.

Sécuriser les entreprises d'intérêt stratégique, ce qui est un objectif légitime du patriotisme économique, ne contraint nullement à l'autarcie et à la défiance généralisée envers les capitaux étrangers...

Pourquoi tant d'hypocrisie alors ?

### ***Nation-killing ?***

Sans doute parce les arguments techniques masquent en réalité une idéologie : la francophobie, forme particulière d'un *nation-killing* global... Le plus étonnant, c'est que les élites françaises s'avèrent les seules à le pratiquer ! On ne peut dès lors que se remémorer le diagnostic lourd de sens posé par Jean-Pierre Chevènement dans deux livres éclairants de lucidité et d'honnêteté politiques. « Tout cela n'aurait pas été possible si nos élites, en profondeur et dans leur majorité, n'avaient éprouvé le sentiment que la France, au total, n'était qu'un immense échec, et que mieux valait désormais tourner la

---

<sup>5</sup> Rapport d'information n°347 du Sénat sur *la notion de centre de décision économique et les conséquences qui s'attachent, en ce domaine, à l'attractivité du territoire national*, présenté par Christian Gaudin. 2007, p.63.

page. Tragique renoncement ! Ce pessimisme historique va de pair avec la dénationalisation de gens pressés de se confondre avec ce que le sociologue polonais Zygmunt Bauman appelle les « élites mondialisées ». Les classes dirigeantes françaises, pour la plus grande partie d'entre elles, sont ouvertement résignées à ce que la France soit déjà « sortie de l'Histoire ». Pour elles, la France est une idée du passé »<sup>6</sup>.

De quoi est fait ce rejet de la nation ? « L'indispensable « diabolisation » des nations européennes comprendra plusieurs registres : d'abord on confondra la notion, cadre essentiel de la démocratie, avec le nationalisme qui n'en est qu'une perversion condamnable ; on fera ainsi de la nation un repoussoir, une sorte de Moloch avide de se gorger du sang de ses enfants, mais, comme cette image est aujourd'hui quelque peu datée, on insistera surtout sur le caractère dépassé des nations européennes et sur leur taille étriquée qui, déjà en 1917 ou en 1940, rendait la France et la Grande-Bretagne tributaires de l'Amérique. Sans s'aviser de tant d'exemples à travers le monde (du Brésil à l'Inde, d'Israël à la Corée du Sud), on nous expliquera donc qu'en Europe les nations ont fait leur temps »<sup>7</sup>.

Allons au bout de l'ensemble de ces idées, qui conduisent à pouvoir poser quelques axes déterminants sur la question qui nous occupe ici.

### Quelques principes...

- Premier principe :

Il est légitime de protéger les « intérêts fondamentaux de la nation ».

- Deuxième principe :

Le patriotisme économique ne s'identifie pas au protectionnisme, à la fermeture ou au refus des échanges. Il milite simplement pour la **réciprocité** des comportements dans les échanges économiques.

- Troisième principe :

Le patriotisme économique ne promeut pas la guerre économique mais n'entend pas consentir à la soumission de la nation à la loi du plus fort... Le patriotisme économique n'est pas une forme de nationalisme. Je me permets d'ailleurs d'en proposer la définition suivante à tous ceux que la formule (ou son ambition) n'effraie pas : Mettre en œuvre un dispositif de régulation et d'encouragement de l'activité économique qui permette **d'assurer à la nation des retombées positives du développement des entreprises en termes de croissance et d'emploi, ainsi que de conserver sur le sol national des centres de décision majeurs et de garantir la maîtrise d'activités et d'entreprises sensibles indispensables à la préservation de la capacité de décision de l'Etat**. L'ensemble de ces ambitions devant s'enraciner dans le dessein de donner naissance à une Europe puissance et de **proportionner les mesures prises à la réciprocité de l'ouverture commerciale et financière des autres nations**.

Offres publiques d'achat, délocalisations (dont la logique est plus subtile et complexe qu'on ne le dit et l'ampleur à nuancer) et prises de contrôle d'entreprises font régulièrement les unes des journaux et mettent en lumière, parfois de manière

---

<sup>6</sup> CHEVÈNEMENT Jean-Pierre, *La France est-elle finie ?* Paris, Fayard, 2011.

<sup>7</sup> CHEVÈNEMENT Jean-Pierre, *1914-2014. L'Europe sortie de l'Histoire ?* Paris, Fayard, 2013, p.35.



brouillonne, des enjeux sur lesquels les pouvoirs publics doivent exercer une influence en faveur de la réalisation d'objectifs de bien commun.

- Quatrième principe :

Le patriotisme économique ne se focalise pas sur son nom : si quelqu'un a une meilleure idée pour désigner son contenu, qu'il n'hésite pas à populariser une formule plus « glamour » usant de tous les meilleurs savoir-faire du marketing... De surcroît, le patriotisme économique une fois accepté, il doit se pratiquer plus qu'il doit faire l'objet de discours sans fin...

- Cinquième principe :

La politique industrielle (dans une acception renouvelée) peut servir de synonyme au patriotisme économique. En tout état de cause, les deux ont partie liée. Le patriotisme économique nécessite un Etat stratège et partenaire, c'est-à-dire un Etat moderne, ayant renoncé aux mythes et illusions de l'économie administrée. Ce type d'Etat ne renonce pas en revanche à la philosophie keynésienne : c'est-à-dire ne pas abdiquer face à certaines impasses créées par un libéralisme totalement livré à lui-même, c'est-à-dire tournant au retour des féodalités dénoncées inlassablement par le Général de Gaulle...

- Sixième principe :

Le développement des PME se situe au centre des préoccupations du patriotisme économique. Ce dernier se compose donc en grande partie d'un dispositif de soutien à la conquête de marchés destiné à ce type d'entreprises.

- Septième principe :

Du point de vue du patriotisme économique, protéger les grands groupes à « barycentre » national ne consiste pas à interdire les investissements étrangers mais à les inscrire dans le cadre d'une stratégie économique française minutieusement élaborée, à travers un partenariat public/privé fort. Cette protection a pour complément nécessaire un dispositif de diplomatie économique et d'influence globale vigoureuse, expression d'une stratégie de puissance française décomplexée mais raisonnable et équilibrée (intégrant la sécurité nationale). Bien entendu, le volet économique (industriel, commercial et financier) forme une brique clef de ladite stratégie, et de la crédibilité d'ensemble de cette dernière. L'horizon d'ensemble proposé par certains est effectivement la piste à suivre : « Une régulation économique mondiale tendant à instaurer une concurrence équitable entre les grands pays émergents dont le développement, davantage orienté par leurs besoins est naturel, et les vieux pays industrialisés, soucieux à juste titre de préserver leur modèle social »<sup>8</sup>.

Que retenir en quelques mots ? Le patriotisme économique est compatible avec la mondialisation. Il ne l'est pas en revanche avec la négation du fait national<sup>9</sup>. Le patriotisme économique assure la continuité de l'inspiration morale keynésienne : peut-être est-il même le vrai contenu du social-libéralisme et l'avenir du capitalisme !...

---

<sup>8</sup> CHEVÈNEMENT Jean-Pierre, *La France est-elle finie ?* Paris, Fayard, 2011.

<sup>9</sup> Cf. CHEVÈNEMENT Jean-Pierre, *La France est-elle finie ?* Paris, Fayard, 2011.